

N°509

du 26
JUN
2012

Editorial

Par Koffi
SOUZA

TOGO VIVANT

Le Togo est lancé dans une phase de reconstruction et de développement. Cette politique n'est pas réservée à la majorité ou à l'opposition. Elle bénéficie à tous les Togolais. Elle est jugée favorablement par les institutions financières internationales. Certes tout n'est pas parfait. Certes de nombreuses insatisfactions demeurent tant les besoins sont immenses. Mais l'impulsion est donnée dans le bon sens.

Parallèlement, le Togo poursuit son apprentissage démocratique et son cheminement vers l'Etat de droit. Dans ce cadre, des élections législatives et locales doivent être organisées dans les prochains mois. Il n'en fallait pas davantage pour que la fièvre s'empare d'une partie de l'opposition. Et voici qu'on la voit ressortir l'arsenal désuet des années 90 dont on sait combien il a fait de mal au Togo: Atteintes à la liberté de circulation et du travail, sit-in, casses ciblées des biens publics et privés, mot d'ordre de "Togo mort", insultes dans la presse aux responsables.

Est-il encore permis de donner quelques conseils à ces négativistes. L'exercice du pouvoir est un long apprentissage. C'est par la formation des cadres et des militants que l'on peut espérer conquérir le pouvoir. C'est en élaborant un programme que l'on peut envisager de séduire les électeurs. C'est en participant aux élections que l'on montre sa force.

Le Togo est vivant et bien vivant. Il n'est pas à la disposition de ceux qui veulent l'achever.



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.3 Dans la perspective des élections du 4ème trimestre 2012

28 Organisations de la Société Civile créent une synergie pour optimiser l'observation électorale nationale

P. 4 Sur les principaux
marchés de Lomé

Ça y est, la tomate fraîche locale explose !



Mme Marie Dogbé, Présidente du Bureau de coordination de la SYCED 2012

P.3 Facilitation du commerce sur
le corridor Abidjan-Lagos

La vieille ville d'Aného, un futur pool commercial !

P.3 Assemblée nationale togolaise

Fin de la quatrième Législature dans 4 jours

**Appel à des députés plus travailleurs dans la 5ème Législature*

P.4 Suivant les chiffres officiels du mois de mai 2012

Baisse globale des recettes malgré les efforts des Impôts et des Douanes



PA-LUNION

www.pa-lunion.com



- Actualités Nationales
 - * Politique
 - * Economie
 - * Société
 - * Sport
 - * Culture...
- Informations Internationales
- Réflexions...

Dans la perspective des élections du 4ème trimestre 2012

28 OSC créent une synergie pour optimiser l'observation électorale nationale

Sylvestre D.

« Les différentes missions d'observation déployées n'ont pas été coordonnées de façon optimale, même si elles ont pu cependant collaborer de manière épisodique. Elles ont travaillé avec des outils différents, ce qui ne facilitait pas la comparaison des résultats de l'observation. Aussi aucun mécanisme de suivi des différentes recommandations issues des élections par les OSC n'a été mis en place. Pour remédier à ces insuffisances et assurer une coordination efficace entre les organisations de la société civile, en vue d'un accompagnement qualitatif des prochaines élections, il est mis en place une plateforme ». Cette introspection inscrite dans la charte constitutive de la Synergie Citoyenne pour des Elections Démocratiques au Togo (SYCED 2012) relève à juste titre la question de l'efficacité de l'observation nationale au Togo. A la première expérience en 2007, le travail des cinq organisations de la société civile (OSC) accréditées par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a été unanimement accepté. Seulement, à l'étape de la présidentielle de 2010, beaucoup de structures n'ont pas respecté toutes les règles de l'observation électorale. Les positions n'étaient pas communes. On en avait entendu, dès la fermeture des bureaux de vote, faire des commentaires publics pour supporter leur candidat. Contrairement à la règle de l'observation : regarder, noter et rapporter au Chef de mission, le seul habilité à parler. Alors même que la CENI avait voulu les promouvoir en accréditant un plus grand nombre. Du coup, dans la conscience collective, il faut repenser le travail et imiter les bonnes choses qui se font, par exemple, au Ghana, au Bénin, au Sénégal, au Niger.

Depuis ce 25 juin 2012, vingt-huit (28) organisations de défense des droits de l'homme, d'éducation civique, de jeunes, de femmes, organisations confessionnelles, organes de presse du Togo, ayant posé leur paraphe, prennent l'engagement d'accompagner le processus électoral, sur la période allant d'hier à six (6) mois après la tenue des élections législatives et locales. La SYCED 2012 est née et se veut une « structure formelle et un cadre d'intervention concerté de la société civile devant être un interlocuteur crédible et neutre auprès des différentes parties prenantes au processus électoral ». En se basant sur les droits constitutionnels. D'où la précision qui veut que « la plateforme n'aura pas d'amis, ni d'ennemis », selon les mots de Félix Aklavon, Président de la Concertation nationale de la société civile togolaise (CNSC-Togo),



Les sept membres du bureau de la coordination de la SYCED 2012

initiatrice de la SYCED 2012 en collaboration avec d'autres organisations. De par son objectif, la SYCED 2012 devra intervenir efficacement dans le processus électoral aux côtés des acteurs comme le Gouvernement, la CENI, les partis politiques, la Haute Autorité de l'Audiotvisuel et de la Communication (HAAC), la Cour constitutionnelle, la Cour suprême et les organismes internationaux intervenant dans les processus électoraux. En termes des actions à mener, elle inscrit d'ores et déjà la sensibilisation et la mobilisation sociale pour une participation citoyenne aux élections, la formation et le déploiement des

observateurs électoraux, l'observation des élections, le monitoring des médias, le plaidoyer pour une décentralisation effective, et le plaidoyer pour des réformes électorales. L'adhésion est ouverte à toute organisation de la société civile togolaise légalement constituée et ayant comme mission l'appui au processus électoral. Plus est, la plateforme compte fonctionner à partir des contributions des organisations membres et du financement des partenaires techniques et financiers.

Organe de gestion administrative et financière de la plateforme, le Bureau de coordination est dirigé

par Mme Marie Dogbé de Femme de la Nouvelle Génération (FENOG). Regroupant les animateurs des organisations membres, le Comité technique, lui, est l'organe opérationnel de la plateforme. Sous l'autorité du Bureau de coordination, il assure la planification, l'exécution et le suivi-évaluation des programmes.

Il faut noter que, devant les risques de résurgence des violences électorales de 2005, plusieurs structures membres de la SYCED 2012 s'étaient engagées depuis 2007 dans des actions de formation et de sensibilisation avec l'appui des partenaires techniques et financiers pour, d'une part, prévenir les violences, et, d'autre part, amener les populations à aller voter massivement. Ce qui a été aussi le cas lors de l'élection présidentielle de 2010 pour laquelle la mobilisation a été importante dans toutes les régions du pays. Elles se sont aussi engagées dans l'observation nationale pour apprécier les conditions d'organisation du scrutin et s'assurer de la transparence de l'opération de vote. Des recommandations ont été pondues, mais il va falloir trouver les moyens de leur mise en œuvre. A l'image de l'observation internationale.

Assemblée nationale togolaise

Fin de la 4^e Législature dans 4 jours

***Appel à des députés plus travailleurs dans la 5^{ème} Législature**

Ils sont en train de finir leur mandat de cinq ans, les députés de la 4^{ème} Législature togolaise. A la fin juin, l'actuelle session va baisser ses rideaux et ils vont être renvoyés à leurs électeurs. Au moins, on cessera de rabattre les oreilles avec la réintégration des 9 députés ANC. C'est le plus gros scandale qui aura marqué une Assemblée qui avait fait nourrir d'espoir, au vu de sa composition plus hétérogène. Mais, à ce niveau, le changement n'a pas eu lieu. Pour ceux qui s'y connaissent un peu, l'espoir a été déçu. L'Exécutif, au regard de ses déclarations de réformes, n'aurait pas souhaité un tel manque d'initiative.

On retiendra juste que la 4^{ème} Législature n'a été dominée que par des séances d'enregistrement et d'adoption des projets de loi et des envolées de ratification de traités, de conventions et de protocoles. Il faut avoir fouiné les débats qui ont été tenus dans les Commissions permanentes de l'Assemblée pour en mesurer le niveau non enviable. Ce qui est le reflet d'un manque de maîtrise des dossiers par les élus du peuple. Combien de fois sont-ils arrivés à mettre en difficulté les ministres ? Il ne pouvait en être autrement lorsqu'un député élu s'affaisse pour saluer un ministre, comme s'il lui doit son élection, ironise un habitué du Palais des



congrès, siège de l'Assemblée. Des fois, l'institution législative a été secouée par des éternuements des députés parce qu'un ministre, attendu en discussions en commission, les a plantés à la dernière minute. Entre-temps, la seule proposition de loi qui devait concerner la situation de la femme, et brandie par la présidente de la Commission des droits de l'homme, n'a pas connu son vote final.

Qu'à cela ne tienne, il faut visiter le travail parlementaire des pays voisins pour se convaincre du retard criard de l'institution parlementaire togolaise. D'où la nécessité d'élire des députés à la hauteur de la mission attendue. C'est ce qui devra aussi redonner de la valeur au personnel parlementaire. Il ne s'en plaint pas le moins. Et ce n'est pas un travail du seul parti au pouvoir ; les opposants n'ont pas démontré qu'ils pouvaient mieux faire. Au-delà, les organisations de

la société civile doivent pousser l'électeur à internaliser le sens de l'acte de vote.

La fin de l'appel à candidature qui court actuellement et la désignation des membres de la prochaine CENI sera, à coup sûr, le dernier acte des députés actuels. Ils le feront sur la base de l'article 12 du Code électoral du 25 mai 2012 : « La CENI est composée de dix-sept (17) membres : cinq (5) membres désignés par la majorité parlementaire ; cinq (5) membres désignés par l'opposition parlementaire ; trois (3) membres des partis politiques extra-parlementaires élus par l'Assemblée nationale ; trois (3) membres de la société civile élus par l'Assemblée nationale... ». Pour le moment, ce n'est pas la bousculade pour aller à la CENI. D'ici aux prochaines législatives, il n'est pas exclu des sessions extraordinaires.

VERBATIM Par Eric J.

Qui ne veut pas le dialogue ?

« Le Collectif demande immédiatement au Chef de l'Etat d'ouvrir un dialogue entre le gouvernement et le Collectif afin de trouver les solutions aux problèmes qui divisent les Togolais. » Ainsi s'exprimait l'un des responsables du Collectif « Sauvons le Togo », CST, au cours de la manifestation publique du mardi 12 juin dernier.

Cet appel avait été déjà discuté par le Coordonnateur du Collectif, Me Zeus Ajavon, quelques jours plus tôt avec le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Et la réponse du Président de la République a été que le gouvernement se tenait prêt à discuter avec tout le monde, à savoir : la société civile d'un côté et les partis politiques de l'autre. Toutefois si l'on en fait la demande.

Le ministre du travail, de l'Emploi et de la sécurité sociale, Octave Nicoué Brouhm, dans une interview qu'il a accordée au site internet palunion.com, a indiqué que « ce n'est pas au gouvernement de rouvrir un nouveau cadre de dialogue. » Pour lui, « si les partis politiques considèrent que ce qui a été voté est imparfait et qu'ils ont des propositions concrètes à faire, ils peuvent faire la demande de rencontrer les autorités gouvernementales et on peut en discuter. » Ce qui signifie que les portes du dialogue sur les sujets électoraux sont toujours ouvertes.

Par contre, en invoquant un manque de confiance, l'Alliance nationale pour le changement, Anc, a refusé tout dialogue avec le gouvernement que ce soit au sein du Cpdcc-renové ou au dialogue entre partis parlementaires resté fermé à cause d'un problème de classement des sujets à discuter. Ce que regrette aujourd'hui le Secrétaire général du Comité d'action pour le renouveau, Car, M. Jean Kissi dans une interview accordée à notre confrère **Savoirsnews**. « Le dialogue qui avait été ouvert entre les partis politiques parlementaires n'aurait pas dû être suspendu. Et nous avons dit que nous ne devons plus aller dans la rue pour réclamer le dialogue. On devait aller dans la rue pour obtenir des choses au sein de ce dialogue. Malheureusement, nous n'avons pas manœuvré pour que le dialogue soit maintenu. », a-t-il dit.

Paradoxalement, le CST dans toute sa plénitude et dont est membre l'Anc appelle à un dialogue avec le pouvoir. En ce moment, les autres partis politiques non membres sont mis à la touche. Lesquels partis insistent aussi aujourd'hui sur un dialogue.

Dans pareille situation où le CST ne veut pas entendre parler d'un dialogue séparé entre partis politiques et gouvernement d'une part et société civile et gouvernement de l'autre, à qui peut-on imputer, dès lors, le refus de dialoguer ?

Facilitation du commerce sur le corridor Abidjan-Lagos

La vieille ville d'Aného, un futur pool commercial !

Longtemps restée ville historique du Togo, abandonnée à ses vieux vestiges par ses citoyens qui explosent à Lomé, Aného se veut un futur cadre d'attractions que la ville doit au projet de réhabilitation et de modernisation du tronçon Aného-Sanvee Condji-Frontière du Bénin actuellement en cours. Une des composantes de ce projet –

sur le corridor Abidjan-Lagos. Une véritable aubaine pour créer toutes sortes d'activités dans le secteur, s'accordent à reconnaître des responsables locaux et des partenaires du projet.

Il est ressorti d'un petit calcul rapide que 200 poids lourds en stationnement peuvent, ne serait-ce que pour une nuit, engendrer la



Construction du nouveau magasin décor pour la douane à Aného

financé par un don de la Banque mondiale – est la construction d'un parking géant à l'entrée de la ville, à hauteur du poste de péage. D'une dimension de 20.100 mètres carrés, le parking est conçu pour d'accueillir jusqu'à 200 poids lourds en transit

présence de 400 autres, en prenant en compte deux ou trois apprentis par véhicule, en plus du chauffeur. Se pose alors la question d'un cadre d'hébergement permanent, des

(suite à la page 4)

Suivant les chiffres officiels du mois de mai 2012

Baisse globale des recettes malgré les efforts des Impôts et des Douanes

Jean Afolabi

Fréquence respectée pour la Direction de l'Economie qui centralise les chiffres officiels des recettes et des dépenses de l'Etat de façon mensuelle. En gros, entre avril et mai, on a assisté à une baisse globale des entrées, même si les Impôts et les Douanes ont fait des efforts de collecte. De 32,5 milliards de francs Cfa en avril, elles sont descendues à 30,4 milliards de francs Cfa en mai. Soit une chute de 6,4%. Les 30,4 milliards se répartissent en 12,8 milliards de francs Cfa des Impôts, 15,3 milliards de francs Cfa des Douanes et 2,3 milliards de francs Cfa du Trésor. Contre, dans le même ordre de collecte en avril, 12,1 milliards, 14,2 milliards et 6,2 milliards de francs Cfa. Il se souvient que le total des recettes faisait 26,3 milliards en mars, 26,3 milliards en février et 32,04 milliards en janvier. Qu'à cela ne tienne, il y a eu du mieux en glissement annuel car, en mai 2011, les 31,8 milliards de francs Cfa étaient la somme des 12,7 milliards des Impôts, des 14,4 milliards des Douanes et des 4,7 milliards du Trésor public. Cumul fait depuis janvier, les Impôts sont à 60,6 milliards, les Douanes à 73,4 milliards et le Trésor à 13,5 milliards de francs Cfa. D'ici à la fin décembre 2012, ils devront recouvrer au moins, respectivement, 132,75 milliards de francs, 170,8 milliards de francs et 36,98 milliards de francs. A moins d'être sauvés, comme en 2011, par une loi de finances rectificative. Pour toute l'année, les ressources propres à apporter se chiffrent à 340,53 milliards de francs Cfa, contre 320,2 milliards de francs en 2011, pour un budget général de l'Etat qui prévoit 644.500.000.000 francs Cfa en recettes et 656.200.000.000 francs Cfa en dépenses. Soit un gap de 11,7 milliards de francs Cfa.

Parallèlement, les dépenses publiques du mois ont atteint 24,40 milliards de francs Cfa, pour un engagement de 25,01 milliards de francs Cfa. Jusqu'à la semaine dernière, il restait à payer -10,03 milliards de francs Cfa, représentant des dépenses payées en cours de régularisation. Un mois auparavant, le total des dépenses faisait 21,60 milliards de francs Cfa. Il y a un an, le cumul des paiements s'élevait à 30,97 milliards de francs Cfa, pour un engagement mensuel de 24,36 milliards de francs et un ordonnancement de 28,46 milliards de francs Cfa. Dans les détails de mai, les « Traitement et salaires » ont pesé 10,57 milliards de francs Cfa, dont 4,17 milliards pour le secteur Education et 5,57 milliards pour les autres secteurs en dehors de la Santé et de l'Agriculture. En avril, on en était à 8,18 milliards de francs de « Traitement et salaires », dont 4,10 milliards de francs pour le seul secteur éducatif.



Ingrid Awadé, D. G. des Impôts

Les « Biens et services », eux, ont coûté 2,37 milliards de francs Cfa. Le secteur Santé en a pris 0,14 milliard de francs Cfa. En avril, ils avaient pesé 1,51 milliard de francs Cfa. Pendant ce temps, les « Subventions et transferts » ont fait déboursier 2,62 milliards de francs Cfa, contre 3,66 milliards de francs Cfa en avril.

Cette fois, l'Amortissement de la dette est la seconde ligne à avoir plus consommé, soit 8,04 milliards de francs Cfa répartis en 4,91 milliards de francs Cfa pour la dette intérieure et 3,13 milliards de francs Cfa pour la dette extérieure. Quant aux Intérêts de la dette, ils ont englouti en mai 0,79 milliard de francs Cfa, à raison de 0,58 milliard de francs en dette intérieure et 0,21 milliard de francs en dette extérieure. Un mois auparavant, les Intérêts sur la dette étaient supportés à 0,60



Kodjo Adedze, D. G. des Douanes

milliard de francs Cfa, à raison de 0,58 milliard en dette intérieure et 0,02 milliard en dette extérieure. L'Amortissement, lui, avait coûté la bagatelle de 7,36 milliards de francs : 7,09 milliards en dette intérieure et 0,27 milliard en dette extérieure.

Enfin, alors que moins du demi-milliard, exactement 0,30 milliard de francs Cfa, avait servi à faire face aux Investissements en avril, l'engagement et l'ordonnancement de 0,70 milliard de francs Cfa du mois de mai sont reconduits en "reste à payer". C'est-à-dire que rien n'a été effectivement payé en investissement.

Il faut signaler que l'Etat est déjà à 116,60 milliards de francs Cfa de dépenses, entre janvier et mai. L'engagement était pris à 130,26 milliards de francs Cfa.

Facilitation du commerce sur le corridor Abidjan-Lagos La vieille ville d'Aného, un futur pool commercial !!

(suite de la page 3)

capacités dont la vieille ville d'Aného, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Lomé, ne dispose guère. Très vite, des idées sont jetées, avec pour finalité de transformer le secteur du parking en un centre commercial bien encadré par les autorités municipales de la localité, d'après les suggestions de Serge N'Guessan, représentant résident de la Banque africaine de développement (Bad), aménageur de carrière, en visite sur le terrain le 16 juin dernier. A l'étape actuelle du projet, le parking a été réalisé à 99%, en dehors des signalisations, de l'éclairage ou de la clôture à mettre. Ainsi que le mode de sa gestion. Pour ce dernier, un consultant sera commis par les autorités municipales pour un meilleur choix. Entre autres missions à lui confier, les partenaires traditionnels du Togo seraient disposés à appuyer un projet de développement de la zone du parking d'Aného.

Théoriquement, l'on aura là une clientèle permanente de 500 à 600 camionneurs. Même s'ils ne doivent passer qu'une nuit. Point n'est

besoin de se déplacer sur près de 5 km au centre-ville pour se restaurer et se coucher. L'idée sera de créer un cadre d'hébergement – des gargotes pour ainsi dire –, une plateforme commerciale et, éventuellement, une petite gare routière pour taxis pour les déplacements au centre-ville. Avec en sus la création de plusieurs centaines d'emplois. De quoi réveiller cette ville dite « morte » où les seules activités commerciales se situent à proximité de la frontière avec le Bénin.

Le projet de Facilitation du commerce et du transport sur le corridor Abidjan Lagos vise à améliorer les échanges commerciaux et faciliter le transport des biens et des personnes dans la zone d'influence du corridor. Le projet est la pierre angulaire d'un édifice regroupant des axes de développement socio-économique et environnemental, notamment l'amélioration des infrastructures routières, l'augmentation des échanges commerciaux, la réduction du temps du parcours et la limitation des barrières routières et l'intégration régionale.

Sur les principaux marchés de Lomé

Ça y est, la tomate fraîche locale explose !

On avait déjà des craintes, sans doute non justifiées. Mais la réalité est à présent vivante : le kilogramme de la tomate fraîche locale dite « aklikonvi » vient de passer la barre des 1 000 francs Cfa au mois de mai sur les principaux marchés de la capitale. La direction générale de la Statistique et de la comptabilité nationale qui donne l'info précise que le kilogramme de ce produit a été livré à 1014 francs en mai à Lomé. Comparé à la même époque de l'année dernière, la tomate fraîche locale avait été livrée un peu moins chère, à 755 francs. Il y a trois mois encore, lorsqu'elle se situait à 348 francs le kilo en février, les ménages croisent les doigts pour que les prix n'augmentent. En mars, le prix est passé à 427 francs, puis à 505 francs le mois suivant. Il passe au double en mai. Rien de surprenant, l'aklikonvi a assez habitué les ménages à ce jeu.

La tubercule d'igname de fufu donne, elle aussi, quelques soucis. Lorsque sa mesure est passée de 257 à 252 francs, de février à mars, l'on avait cru à une tendance baissière. Tendance vite démentie le mois suivant par le kilogramme à 311 francs. En mai, indique-t-on officiellement, ce produit très prisé



dans les Plateaux est passé à 320 francs. Mieux, la tubercule d'igname est plus chère que les 303 francs de la même période il y a un an. Même tempo chez les haricots, qui se situent en mai au-delà des 500 francs. Le rouge a été livré à Lomé à 531 francs et le blanc à 573 francs. L'un et l'autre sont respectivement plus chers que les 396 et 443 francs le kilogramme il y a un an.

A l'opposé de ces envolées, c'est le charbon de bois qui semble vouloir mettre les gens en confiance. C'est de bonne guerre, d'autant que nombre de ménages ne peuvent se passer de ce produit au foyer, notamment en matière de cuisson. Tenez ! Son kilogramme était à 140

francs il y a quatre mois. Bien ! En mars, il est passé à 133 francs, en baisse. En avril, nouvelle baisse, à 128 francs la mesure au kilogramme. En mai, surprise, à 116 francs. Plus encore, il est moins cher en glissement annuel par rapport à mai 2011. Qu'il en soit ainsi.

Dans tout cela, c'est la viande de bœuf fraîche avec os qui a la palme du marché. L'on ne sait si c'est à cause des os, mais ce produit se refuse depuis des mois de quitter les 2 000 francs le kilogramme. Stabilité parfaite, même si cette viande paraît plus chère que les 1917 francs de mai 2011. Au moins, l'on sait, en allant voir le boucher, à quoi s'en tenir : qu'il y mette les os.

Sur le marché interbancaire de l'UMOA

Seulement 1 milliard Cfa d'emprunts à la 2^e semaine de juin

Du 6 au 12 juin 2012, les banques et établissements de crédit du Togo n'ont enregistré, entre eux, que le montant de 1 milliard de francs Cfa, sur un total de 101,000 milliards de francs enregistré sur l'ensemble du marché interbancaire de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa). Sur les 101,000 milliards de francs de prêts, ils ont enregistré, là, le montant de 3,500 milliards de francs. D'après la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), prêts et emprunts enregistrés au Togo étaient à deux semaines, flanqués d'un taux moyen pondéré de 5,11% et d'un taux minimum de 3,00%. Le taux maximum était à 6,25%. Sur le plan de l'Union, ces taux donnent respectivement 4,32%, 3,00% et

6,25%.

Les banques de la Guinée-Bissau n'ont enregistré aucune opération, mais celles du Sénégal ont, au cours de la même période, enregistré le plus d'emprunts, à 66,500 milliards de francs, contre 7,500 milliards pour les prêts. Les prêts étaient notamment à un jour, pour 2,000 milliards, assortis des taux de 3,78%, de 3,25% et de 5,00%. En termes d'emprunts, la Côte d'Ivoire a enregistré 26,000 milliards, contre 22,500 pour les prêts. Le emprunts sont entre autres à six mois, 3,500 milliards, avec des taux respectifs de 5,88%, de 5,75% et 6,00%.

En termes de prêts, les banques béninoises en ont enregistré le plus, à hauteur de 32,500 milliards de

francs, contre 4,000 milliards pour les emprunts. Les prêts étaient aussi à trois mois, pour 2,000 milliards. Avec des taux respectifs et uniques de 4,50%. Les banques et établissements de crédit du Burkina Faso n'ont enregistré que des prêts, à 20,000 milliards de francs. Ils étaient notamment à une semaine, pour 7,000 milliards, aux taux de 4,13%, de 3,35% et de 6,10%. Les banques du Mali n'ont, elles aussi, enregistré que des prêts, à 3,500 milliards, tandis que celles du Niger ont fait 11,500 milliards de francs de prêts et 3,500 milliards pour les emprunts. Les prêts étaient à un mois pour 1,000 milliard, aux taux de 5,25%, de 5,00% et de 5,75%.

Compétitivité du trafic maritime

Abidjan vise également Lomé

L'autorité portuaire d'Abidjan, principal port de Côte d'Ivoire, lance un appel d'offres pour la concession du deuxième terminal de conteneurs (TC2) afin d'accroître le trafic de conteneurs en transbordement, le trafic de transit et la compétitivité du port vis-à-vis de ses concurrents sous régionaux (Togo, Sénégal, Nigeria, Cameroun).

« Nous voulons faire d'Abidjan la plaque tournante principale, non seulement entre le nord et le sud,

mais aussi entre les pays du sud qui connaissent un développement économique rapide qui va continuer à croître dans les prochaines années » a déclaré à Reuters M. Hein Sie directeur du Port autonome d'Abidjan (PAA).

A l'issue de l'appel d'offre le concessionnaire sélectionnée aura en charge la conception, la construction, l'aménagement, l'équipement, et l'exploitation du nouveau terminal d'une capacité de traitement de 1,5 million de

conteneurs de 20 pieds par an.

L'ouvrage disposera d'une surface de 35 hectares et d'une longueur totale d'accostage de 1100 mètres linéaires, dragué à terme à – 18 mètres hydro.

Le premier terminal à conteneur (TC1) attribué en 2003 à la société d'exploitation du terminal à conteneurs de Vridi (SETV), filiale de Bolloré Africa Logistics, permet de manutentionner actuellement 830000 EVP (unité équivalent vingt pieds).

REPÈRES

Cotations en bourse dans l'UEMOA

Le projet d'ouverture d'un marché financier régional pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME) évoluant dans l'espace de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été présenté aux opérateurs économiques et partenaires en développement ainsi qu'aux décideurs le jeudi 21 juin à Lomé.

Ce projet initié par la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) vise entre autres à trouver des solutions idoines aux problèmes de financement des économies des pays de l'UEMOA, à mettre en place un instrument de mobilisation de l'épargne, à susciter les privatisations des sociétés nationales et à développer un outil d'intégration régionale. Ainsi 39 sociétés de huit pays de l'UEMOA seront cotées en bourse afin de leur permettre de participer davantage à l'économie sous-régionale. Le nouveau marché de la BRVM sera structuré en tenant compte des besoins de PME et répondra à chaque étape du processus de développement de valorisation, de notoriété, de visibilité et de financement. Il permettra d'améliorer la gouvernance des PME, contribuera au renflouement des fonds propres des entreprises et facilitera les financements bancaires ou d'appels public à l'épargne. Les caractéristiques de ce marché sont entre autres la cotation directe de titres existants, l'absence d'appel public à l'épargne pour la cotation, la forte implication de l'entrepreneur et la Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) dont 5 sur les 21 seront opérationnelles, la communication financière régulière par l'entreprise. Le directeur de la BRVM et du Dépositaire Central Banque de Règlement, Jean Gillet a relevé que les opportunités qu'offrent ce marché financier aux PME et les modalités d'accès à cette BRVM sont énormes tout en rassurant les opérateurs économiques et décideurs qu'il est porteur de croissance économique. M. Gillet a indiqué que les PME paieront des frais d'admission et de gestion forfaitaires à la BRVM soit 1 million de FCFA par an.

Des scanners mobiles de conteneurs/véhicules

Deux scanners mobiles de système d'inspection de conteneurs/véhicules ont été offerts par la République Populaire de Chine au ministère de la Sécurité et de la Protection civile, le mercredi 20 juin à Lomé. D'un montant total de 2,7 milliards de francs CFA. Ce don s'inscrit dans le cadre du processus d'aide aux réformes entreprises dans les ministères de la Sécurité et du Transport, qui s'appuient particulièrement sur le triptyque sécurité-sûreté-célérité de la circulation routière. Il a été remis au ministre de la Sécurité et de la Protection civile Gnama Latta, par l'ambassadeur de Chine au Togo Zhusang Wang. Ces systèmes d'inspection mobile permettront aux autorités douanières et sécuritaires togolaises de détecter de façon efficace et rapide tous les objets prohibés et dangereux dissimulés dans les conteneurs et véhicules en vue de diminuer considérablement les rackets et la corruption. Ils contribueront par conséquent au développement économique, social du pays et au renforcement de la sécurité des frontières du Togo. Pour la mise en fonction efficace de ce matériel d'inspection acquis, des agents douaniers, de la sécurité et du transport ont été formés. Pour le ministre de la Sécurité, Gnama Latta les contrôles seraient désormais moins approximatifs et laxistes, plus rigoureux et rapide, réduiraient le spectre des fouilles de complaisance. "Ce don qui vient rallonger les actions du gouvernement chinois à l'endroit du peuple togolais, symbolise la dynamique des coopérations sud-sud entre nos deux Etats" a-t-il ajouté. L'ambassadeur de Chine au Togo, Zuofeng Wang, a pour sa part indiqué que la Chine continuera par assister le Togo, dans le but de l'aider à renforcer ses capacités de développement et améliorer les conditions de vie de sa population. Un exercice d'exhibition des dits scanners a mis fin à la cérémonie.

Restructuration des comités de développement à la base

Les autorités administratives déconcentrées et décentralisées notamment les préfets, maires, présidents du conseil de préfecture, les services techniques et ONG de la région ont été sensibilisés sur les nouveaux textes régissant les Comités de Développement à la Base au cours d'un atelier le mardi 19 juin à Kara.

Initiée par le ministère du Développement à la Base de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, cette rencontre se situe dans le cadre de la restructuration des comités de développement à la base. Elle entend amener les participants à mieux répertorier la situation et le degré d'opérationnalité des comités de développement dans les villages et quartiers au Togo, de présenter un schéma global afin de mieux orienter les planifications et l'accompagnement des structures de développement à la base. Il est question de susciter auprès des populations leur volonté à mieux participer à la prise de décision, à suivre et à évaluer les projets et programmes de développement mis en œuvre par les partenaires en développement. Les participants ont été également informés et sensibilisés sur les nouvelles dispositions du décret portant organisation et fonctionnement des comités de développement à la base. Selon le directeur du Développement à la Base, Agagah Komi Kwam, ce décret permettra aux acteurs régionaux et décentralisés de mieux agir efficacement à la base. Il a ajouté que cette restructuration impose de tenir compte des quotas de 30% des femmes au sein des bureaux pour leur permettre de s'exprimer et de prendre part aux décisions. M. Agagah a informé son auditoire que des jeunes seront recrutés pour la collecte de données fiables auprès de 500 communautés pour donner un nouveau dynamisme. Le préfet de la Kozah, Col Bakali Hémou Badibawu a remercié le gouvernement pour l'initiative et la tenue de cette rencontre qui concourt au développement participatif endogène et qui prend en compte les besoins réels des populations. Il a invité les participants à mieux appréhender le contenu du décret et le relayer au niveau des quartiers, villages et cantons. Le décret portant restructuration et consolidation organisation et fonctionnement des comités de développement à la base a été pris en conseil des ministres le 29 février 2012. Il est structuré en cinq chapitres.

Littérature

Edem Kodjo célébré à Abidjan

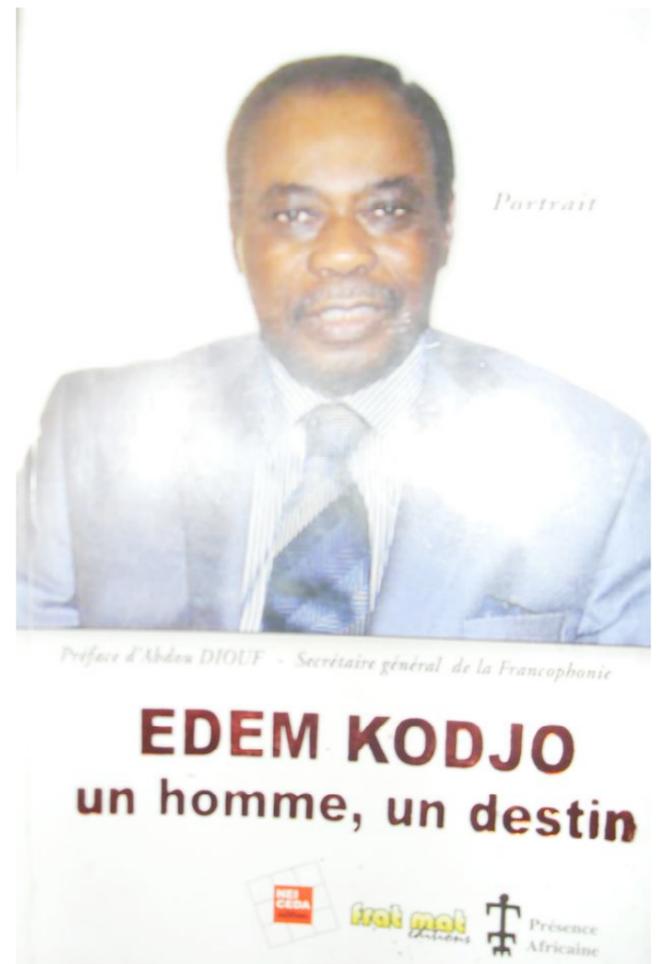
Grand accueil de l'œuvre **Edem Kodjo, un homme, un destin**, de Venance Konan, par la presse ivoirienne. Les confrères ont été plus ou moins dihyrmbiques au lendemain de la dédicace à laquelle assistait l'ex Premier ministre. La RTI, la télévision nationale, la plus élogieuse, annonçait « un destin africain célébré par une plume gourmande » tandis que le fameux *Fraternité Matin*, plus soft, titrait « *Un acteur majeur dévoile 50 ans des arcanes des pouvoirs africains* ». Le journaliste de *Frat-Mat* ne tarit pas d'éloges sur ce portrait qui livre « au-delà de la restitution anecdotique des pans de vie de l'homme d'Etat et de l'œuvre littéraire, toute sa rigueur journalistique ». Pour lui, « *Venance Konan, telle dans une interview psychanalytique, soutenue par une immersion participante à la faveur de la transition politique au Togo, offre un condensé de l'Être et de son action. Une saisie de sa praxis politico-diplomatique et de son logos pragmatique. Le tout étoffé par des témoignages d'acteurs d'envergure des 50 ans post-indépendance de l'Afrique. Qui ont côtoyé Edem Kodjo. Ses choix, souvent aux antipodes de sa posture idéologique connue, à l'instar de l'acceptation du poste de Premier ministre de Faure Eyadema, après*

un micmac constitutionnel, sont évoqués, sans faux-fuyants, par l'auteur. »

Les sommités du monde politique et intellectuel de la société ivoirienne étaient présentes à ce rendez-vous de l'Hôtel, notamment l'ancien Premier ministre et gouverneur de la BCEAO, actuel président de la Commission ivoirienne de réconciliation nationale, Konan Banny, qui a parlé d'un « *beau témoignage sur l'Afrique* ». M. Guy Lambin, directeur général de la maison d'édition NEI-CEDA, co-éditeur du livre, a abondé dans le même sens.

Mais c'est le Premier ministre Kodjo lui-même qui aura mis tout le monde d'accord pendant la soirée en résumant de manière humble sa forte personnalité. « *Je ne suis pas un héros mais un héraut, un héraut de la cause africaine, de la cause du continent* » pour apporter le message que « *le monde ne se fera pas sans l'Afrique* », a-t-il déclaré. Un discours qu'il tient depuis 1985 dans son livre *Et demain l'Afrique...* (Editions Stock, 1985) et que l'on retrouve également dans le tout dernier, *Lettre à l'Afrique cinquantenaire* (Gallimard 2010).

La dédicace de ce livre se fera dans les prochaines semaines à Lomé. Ce portrait non



hagiographique montre le parcours sportif, intellectuel, amateur d'arts, d'un enfant d'Afrique dans toute sa complexité, une personnalité protéiforme. On y voit un Kodjo

Prix

Lancement du Prix pour la Meilleure Bande Dessinée Inédite d'Auteur Africain

L'association Africa e Mediterraneo présente officiellement l'avis de concours pour le Prix Africa e Mediterraneo 2011-2013 pour la Meilleure Bande Dessinée Inédite d'Auteur Africain. La date limite pour envoyer le BD est le 15 Novembre 2012.

Le concours pour le Prix Africa e Mediterraneo 2011-2013 pour la Meilleure Bande Dessinée Inédite d'Auteur Africain est à sa sixième édition. Il s'adresse aux auteurs de bandes dessinées de nationalité africaine, vivant en Afrique ou ailleurs, désirant raconter leurs

histoires: les conditions de vie en Afrique, dénoncer le manque de droits, décrire les conditions de l'immigration ou exprimer leur propre imagination et créativité. Le prix a toujours représenté une référence pour la créativité africaine et représente, jusqu'à maintenant, l'un des moyens les plus importants pour la promotion de l'art de la bande dessinée en Afrique, en Europe et dans le monde.

Le Prix est divisé en trois sections:

- Bande dessinée sur la nourriture et souveraineté alimentaire;

- Bande dessinée sur Internet et social network en Afrique;
- Bande dessinée à sujet libre.

Les BD devront donc nous parvenir au plus tard le 15 novembre 2012.

Vient de paraître

L'humour et l'ironie en Littérature francophone subsaharienne de Vincent Simedoh

L'universitaire et critique littéraire togolais, enseignant au Québec, vient de faire paraître un essai sur l'humour dans la littérature francophone d'Afrique noire. Il s'agit dans cette réflexion de comprendre et de saisir les enjeux que suscite la pratique de l'humour et de l'ironie dans des situations dramatiques, déplorables voire tragiques qu'est le contexte de l'Afrique: rire pour (se) corriger, contester, sans pour autant être agressif? Dénoncer sans en avoir l'air? Est-ce une nouvelle esthétique? A travers l'analyse des œuvres qui vont des années 1958 à nos jours, à savoir celles de Mongo Béti, Ferdinand Oyono, et plus contemporaines comme celles de A. Mabanckou, ce livre démontre comment le rire, à travers toutes les différentes formes qu'il peut prendre, à savoir la dérision, la parodie, le sarcasme, le grotesque par le biais de l'humour et de l'ironie qui sont les manifestations apparentes, est un outil à la fois de la contestation, de dédramatisation des situations tragiques, mais aussi une esthétique

d'écriture en soi dans la représentation du réel, du sérieux, que ce soit au niveau social, politique ou de l'écriture elle-même qui joue à la fois sur la dissimulation, sur le caméléonesque, la polyphonie et le grotesque pour finir à une poétique du rire.

Vincent Simedoh a fait un doctorat en études françaises à l'Université Queens, Kingston, Canada, et enseigne à Dalhousie University (Halifax, Canada). Il travaille surtout dans les littératures francophones de l'Afrique Subsaharienne, des Antilles et du Maghreb. Outre son domaine de recherche sur le rire, Vincent Simedoh a publié plusieurs articles sur la problématique identitaire, de l'immigration, de l'intertextualité, de l'oralité et dans les études postcoloniales. Il a aussi collaboré à l'ouvrage collectif, *Imaginaire africain et mondialisation: Littérature et cinéma*.

L'humour et l'ironie en Littérature francophone subsaharienne. Des enjeux critiques à une poétique du rire, 180 p.

Commander en ligne : www.peterlang.com



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLAG.

Société

Des diplômes mais des boulots à la sauvette

Etonam Sossou

Par manque d'emploi adapté à leur formation et face à la pléthore des cadres universitaires, nombre d'entre eux rangent leurs diplômes et se lancent dans l'informel. Une façon de survivre plutôt que de miser sur un avenir incertain.

Licencié en développement communautaire en 2009 à l'ISMAD (institut supérieur de management et de développement) à Lomé, Pierre, 28 ans, a multiplié les démarches d'embauche auprès des

Ong internationales et organismes humanitaires, sans succès. «Chaque matin, je faisais le tour des organisations humanitaires, des entreprises paraétatiques et privées, pour déposer des demandes d'emploi. Dans le désespoir, je me suis lancé dans les petits boulots. J'ai été pompiste, agent de change comme on en trouve dans tous les coins de rues, et aujourd'hui, j'ai mon premier emploi grâce au programme de volontaire national. J'ai accepté tous ces boulots pour ne pas continuer

à être une charge pour mes parents », raconte Pierre qui, éccœuré, regrette tout l'argent et les efforts fournis par ses parents pour aboutir à cette situation.

Alphonse, gradué en biologie, a quant à lui réussi à se caser dans une société de gardiennage, après des mois de recherche d'emploi dans son domaine de formation. La plupart de ces sociétés de gardiennage cherchaient des chômeurs ayant fait des études supérieures et qui n'avaient pas d'autres choix. «Il y a eu un



engouement pour les services de gardiennage. Parmi les candidats, on comptait de nombreux universitaires. J'ai passé avec succès le test d'embauche chez OPS Sécurité qui m'a engagé comme vigile après une formation d'un mois», explique Alphonse qui avoue ne pas être tombé au paradis. «Les conditions de travail sont difficiles mais c'est mieux que d'attendre un bon travail qu'on n'aura pas», ajoute-t-il.

Une reconversion utile

La plupart des étudiants rêvent de se retrouver dans des beaux bureaux climatisés des ONG internationales, des agences onusiennes ou encore dans des grandes entreprises privées, après les études universitaires. Devant la pléthore des cadres universitaires sans emploi, les écoles de métier seraient pourtant une alternative dans la société. Dans la situation actuelle, ces écoles offrent de réelles opportunités d'embauche dans

différents secteurs de l'activité économique. «Au lieu de quelques années de chômage, j'ai décidé de suivre une formation d'une année en mécanique générale. Avec mon certificat de chauffeur mécanicien, je n'ai pas eu de peine à me faire engager par le PNUD, une Ong internationale. Mon salaire est à peu près équivalent à celui d'un professeur assistant à l'université », explique fièrement ce gradué en économie qui se réjouit d'avoir persévéré dans sa volonté de trouver du travail. Un autre universitaire avoue s'être fait engager comme apprenti dans un atelier d'ajustage et de soudure, après des études sanctionnées par un diplôme. «Après deux ans d'apprentissage, j'ai commencé à travailler sur un chantier et je gagne pas moins de 200.000Fcf par mois, sans compter d'autres avantages. C'est mieux que de se contenter des rêves d'universitaires bardés de diplômes mais sans emploi», avoue-t-il.

Pour une démocratie apaisée au Togo

L'Union des Jeunes Patriotes pour la démocratie lance ses activités

Une association de jeunes togolais animés par le désir d'accompagner le gouvernement dans ces démarches de construire une démocratie apaisée a été dévoilée le 22 juin 2012 sur le campus universitaire de Lomé. Dénommée l'Union des Jeunes Patriotes pour la Démocratie (UJPD), elle est née suite à un constat : la précarité des acquis démocratiques au Togo.

La promotion des droits de l'homme et la cohésion sociale, la lutte contre l'injustice, la violence, la discrimination et les crimes sous

toutes ses formes, la culture de l'esprit de citoyenneté, d'équité et de conscience professionnelle ; promouvoir les droits civils politiques économiques et socioculturels, sont les principaux objectifs de l'UJPD.

Pour bien mener ses actions, la jeune association envisage sensibiliser et former les populations à la base et organiser des séminaires, ateliers, conférences-débat, et des séances de formation sur les thèmes spécifiques aux domaines d'intervention. Elle compte aussi accompagner les institutions publiques dans la mise en œuvre

des mesures et décisions en matière des droits de l'homme et ainsi collaborer avec les autorités compétentes, les partis politiques, les collectivités locales, les associations, organisations non gouvernementales, les institutions tant nationales qu'internationales. «Nous voulons construire une démocratie apaisée, gage d'un développement économique, humain, fiable fondé sur un Etat de droit», a réitéré le président de l'UJPD, Songré Yendoupin.

Santé /Tabacs

L'Afrique de plus en plus enfumée

Si la consommation de tabac est en diminution en Europe et aux Etats-Unis, c'est loin d'être le cas en Afrique, de plus en plus enfumée. L'Afrique est rapidement devenue le nouvel eldorado de cigarettiers déprimés. Sa jeunesse est la cible idéale d'un marketing plus qu'imaginatif. Sous le feu des critiques et des campagnes anti-tabac en Europe, les producteurs de cigarettes ont jeté leur dévolu sur le continent.

On fume de plus en plus sur ce continent, et de plus en plus tôt, grâce à des stratégies marketing qui visent des jeunes peu sensibilisés aux méfaits de la cigarette. Les nuages de nicotine ne s'arrêtent pas aux frontières. À mesure qu'elle s'estompe dans le ciel d'une Europe presque hypocondriaque, la fumée des cigarettes plane sur le continent africain. Si l'Afrique n'est traditionnellement pas grande consommatrice, elle fait aujourd'hui l'objet de toutes les attentions de la part des grandes sociétés productrices. Éreintées par les campagnes antitabac dans les pays occidentaux, celles-ci entendent bien enfumer les Africains.

Et ça marche. Après une progression de 62% entre 1995 et 2000, la consommation de cigarettes continue de croître sur le continent africain. Si la tendance actuelle se poursuit, le nombre de paquets vendus devrait encore



doubler dans les douze ans à venir. Les Africains fument de plus en plus et les Africains, tous sexes confondus, de plus en plus tôt. Dans certains pays, 10% des fumeurs commenceraient à crapoter dès l'âge de treize ans. Les États africains, dans leur grande majorité, soutiennent officiellement la Convention cadre pour la lutte antitabac de l'OMS. Et les lois antitabac se multiplient en Algérie, au Bénin, en Gambie, au Mozambique ou au Niger. Des lois souvent inabouties, si ce n'est en Afrique du Sud, au Botswana, en Érythrée, à Madagascar ou au Rwanda.

Ces bons élèves de la lutte contre le tabagisme ont, pour la

plupart, interdit la publicité, le sponsoring et la promotion pour la cigarette, organisé les zones non fumeurs, déployé la répression, imposé des mises en garde sanitaires sur les paquets et financé des programmes de sevrage à destination des fumeurs.

Ailleurs, et même lorsque le cadre législatif existe, il n'existe pratiquement pas de campagne antitabac. L'argument est implacable : sur un continent engourdi par le sida, le paludisme, la malnutrition ou la tuberculose, comment accorder la priorité à des maladies que des adultes conscients s'imposent à eux-mêmes par une absorption quotidienne de goudron ?

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°182 DE LOTO KADOO DU 15 JUIN 2012

Nous assistons ce 22 juin 2012, au tirage N°183 de Loto Kadoo.

Dame chance a été particulièrement généreuse avec les parieurs de la LONATO lors du tirage N°182 de Loto Kadoo. En effet plusieurs gros lots ont été recensés à KPALIME et la capitale.

A KPALIME, l'opérateur, 4004, a enregistré un gros lot de 1.000.000F CFA.

A LOME, plus de 14 millions de francs ont été recensés en termes de gros lots. Cette somme est répartie en trois lots de 500.000F CFA, un lot de 515.000F CFA, un lot de 750.000F CFA, un gros lot de 1.000.000F CFA, un gros lot de 1.700.000F CFA, un super gros lot de 2.500.000F CFA et un maxi gros lot de 6.250.000F CFA, gagnés respectivement sur les points de vente 5003, 7093, 8226, 6443, 370, 7421, 7900, 6480 et 6420.

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇON DE DEVENIR RICHE ! BONNE CHANCE A VOUS TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°183 de Loto Kadoo du Vendredi 22 Juin 2012

Numéro de base

07

30

78

77

90

Numéros bonus

08

65

LOTTO DIAMANT

Résultats du tirage N°593 de Lotto Diamant du lundi 25 Juin 2012

Numéro de base

**

**

**

**

**